

LE CONFLIT COLOMBIEN

ACTEURS, ENJEUX ET PERSPECTIVES

PAR

Pierre HUPET* et Fabio Humberto GIRALDO JIMENEZ**

L'année 2008 laissera-t-elle dans la mémoire collective colombienne le souvenir d'un « début de la fin », comme s'emploient à le répéter les autorités, impatientes d'enregistrer les bénéfices de la politique répressive promise dès 2002 par Alvaro Uribe, alors candidat à l'élection présidentielle, et menée depuis par le même, élu en 2002 et réélu en 2006 ? Plusieurs événements d'ordre militaire et politique plaident en ce sens : la mort, violente ou naturelle, de plusieurs dirigeants historiques des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ; le succès incontesté de plusieurs opérations d'envergure menées par les forces gouvernementales contre les infrastructures déployées par les groupes rebelles en territoire colombien, voire à l'extérieur du territoire national ; l'affaiblissement qui en est résulté pour les FARC, en terme de communication entre ses différents fronts opérationnels et au sein même de sa hiérarchie ; le renforcement graduel du sentiment de sécurité dans certaines portions du territoire national, désormais (re)conquises par l'Etat au moyen notamment de sa politique, controversée, dite de « sécurité démocratique ».

L'année 2008 laissera-t-elle au contraire le sentiment mitigé d'une sorte de « déjà vu », alimenté par le constat récurrent d'une violence brutale entre des acteurs que tout oppose, intérêts et valeurs, mais aussi référents identitaires et perceptions du monde, et qu'aucun processus de paix n'a pu accorder, jusqu'ici, ne fût-ce que sur la méthode et l'agenda du rapprochement ? Plusieurs éléments, tout aussi marquants, le suggèrent avec insistance : persistance, voire recrudescence par endroits, des accrochages entre forces de tous bords ; persistance, dans le chef des groupes – de gauche comme de droite – opérant en marge de la loi, de pratiques criminelles, telles que l'enlèvement, la séquestration, le rançonnement, le viol, l'expropriation sans droit, voire l'assassinat ciblé ou collectif et, bien sûr, le narcotrafic à grande échelle ; persistance aussi, au sein de certains organes de l'Etat, de pratiques incompatibles avec la notion d'Etat de droit, telles que corruption et désinformation, atteintes répétées aux droits de l'homme à l'encontre d'individus ou de groupes suspectés d'opposition ; entraves à la justice et tentatives de déstabilisation ou de décrédibilisation de ses plus hauts représentants ; entorses répétées au droit international public, notamment humanitaire.

Entre le « début de la fin » d'un conflit qui s'épuise et le « déjà vu » d'un conflit qui s'enlise, la rhétorique des acteurs en présence n'aide pas à trancher, tant elle semble inspirée par la volonté des uns et des autres de donner au conflit – bien réel, lui – la résonance politique susceptible de servir leur projet à court terme. Les faits, quant à eux, indiquent au

* Professeur de Politique et Relations internationales à l'Université d'Antioquia (Medellin, Colombie) et coordinateur exécutif de la Chaire UNESCO en Gestion internationale des conflits.

** Directeur de l'Institut d'études politiques de l'Université d'Antioquia (Medellin, Colombie) et coordinateur scientifique de la Chaire UNESCO en Gestion internationale des conflits.

moins une chose. Sur le terrain de la lutte armée, le rapport de forces est actuellement favorable au gouvernement, mais sur celui de la restauration du lien social, qui passe nécessairement par le respect des droits de l'homme, la construction d'une société globalement plus juste et la réparation due aux victimes de la guerre, l'Etat colombien reste en défaut de déployer les politiques publiques élémentaires, notamment en matière socio-économique, qui seules permettraient de donner une base tangible à un projet de paix conforme aux aspirations légitimes du plus grand nombre.

LES FONDEMENTS HISTORIQUES DU CONFLIT

Sans prétendre fournir ici l'ensemble des données historiques qui fondent la problématique colombienne, il est nécessaire de rappeler, à tout le moins, les éléments saillants qui ont permis son émergence et déterminé son évolution. Éléments qui continuent, à des degrés divers, de façonner l'identité réelle ou prétendue des différents acteurs et de justifier à leurs yeux, politiquement, idéologiquement ou sociologiquement, le rapport de forces qu'ils entretiennent depuis plus d'un demi-siècle.

De la période dite de « La Violencia » à celle du Front national

Traditionnellement scindée en deux courants idéologiques qui se partagent alternativement les leviers du pouvoir¹, la vie politique colombienne bascule en 1948 avec l'assassinat du leader du Parti libéral, Jorge Eliécer Gaitán, candidat à l'élection présidentielle. S'ensuit une longue crise de régime, caractérisée par l'affrontement brutal entre le Parti libéral et le Parti conservateur. Cette décennie, dite de « La Violencia », laissera entre 200 000 et 300 000 morts, dont la mémoire hante aujourd'hui encore la représentation collective de la chose publique et affleure dans le discours, mais aussi dans les pratiques politiques, de nombre d'acteurs actuels, dirigeants ou opposants².

Il faut attendre la fin des années 1950, ponctuées d'une brève dictature militaire, pour voir se renouer le dialogue entre les deux clans, lesquels s'entendent alors pour une recomposition du paysage politique et un partage des pouvoirs à leur avantage exclusif. Ils fondent ensemble le Front national, coalition hermétique à laquelle se heurtent les autres forces politiques émergentes. En réaction à cette confiscation du pouvoir par les élites dominantes, provenant pour l'essentiel de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens, divers mouvements d'opposition s'organisent et jettent les premières bases structurelles d'une guérilla, principalement rurale, quoique d'inspiration urbaine, qui entend défendre les intérêts des travailleurs agricoles, des producteurs indépendants et petits propriétaires face à la voracité des *latifundis* et à leur économie de servage. Le Parti communiste, quant à lui, déclaré illégal par l'Assemblée nationale constituante³ de 1954 en réaction aux violences qui ont suivi le choc de 1948, adopte en 1958 à l'égard du Front national une attitude, sinon consensuelle, du moins peu en phase avec les aspirations immédiates de certaines de ses factions : il choisit de promouvoir la lutte sociale et politique par la voie pacifique, constitutionnelle et légale, laissant ainsi le champ libre aux revendications plus musclées

¹ Daniel PECAUT, *L'Ordre et la violence. Evolution sociopolitique de la Colombie entre 1930 et 1953*, EHESS (coll. Recherches d'histoire et de sciences sociales, vol. XXII), Paris, 1987, 488 p.

² François AUDET, « Le conflit colombien : de l'idéologie au narcotrafic », *Observatoire des Amériques*, n° 11, avr. 2005.

³ Assemblée constituante convoquée par le régime militaire et dictatorial du général Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957).

d'autres groupes émergents, sensiblement plus radicaux, dont certains, au sein même du Parti communiste et ailleurs, prônent la lutte armée et s'y engageront en effet.

A cette radicalisation de l'aile gauche des mouvements d'opposition répond une politique du Front national tendant à l'exclusion, à la stigmatisation et à la criminalisation de toute forme de contestation, au moyen notamment d'une autonomisation croissante des forces armées dans la gestion de l'ordre public et de la quasi-monopolisation du pouvoir par l'exécutif, au détriment du législatif et du judiciaire. C'est le début de la « désinstitutionnalisation » de la contestation qui, privée d'espaces démocratiques susceptibles d'accueillir ses revendications, s'oriente désormais vers d'autres formes d'action⁴.

Analysant cette période d'incubation de la lutte armée, Gabriel Silva posait, en 1986, le constat suivant : « *une proportion considérable [des forces d'opposition] n'accepte pas le système politique en vigueur, mettant dès lors en cause la légitimité même du pouvoir et déployant sa mobilisation au travers d'instruments d'action politique marginaux, informels et illégaux. Il en résulte une croissante polarisation entre informalité et formalité du politique et la désinstitutionnalisation chronique de la lutte politique* »⁵⁶. Cinquante ans après la naissance du Front national, ce commentaire de Gabriel Silva conserverait toute sa pertinence pour décrire le blocage et la polarisation de la société colombienne actuelle. Sentiment de « déjà vu ».

Le modèle cubain et sa diffusion régionale

Au même moment, à quelques encablures des côtes colombiennes, se noue l'un des événements majeurs de la seconde moitié du vingtième siècle dans cette région du monde : la Révolution cubaine, théorisée par Ernesto « Che » Guevara, qui s'emploiera à reproduire « son » modèle sur de nombreux fronts de la lutte sociale et politique en Amérique latine. Dans cette mouvance apparaissent, notamment, le Front sandiniste de libération nationale au Nicaragua (1961), les Forces armées rebelles au Guatemala (1962), l'Armée de libération nationale ou le Mouvement de la gauche révolutionnaire au Pérou (1963), l'armée de Guérilla populaire en Argentine (1964) ou encore l'Action de libération nationale en Bolivie (1966).

« *Nous considérons que la Révolution cubaine a fait trois apports fondamentaux à la mécanique des mouvements révolutionnaires en Amérique latine. Un : les forces populaires peuvent gagner une guerre contre l'armée. Deux : il ne faut pas toujours attendre que soient réunies toutes les conditions pour la révolution ; le foyer insurrectionnel peut les créer. Trois : en Amérique sous-développée, le terrain de la lutte armée doit être fondamentalement la campagne. De ces trois apports, les deux premiers rejettent l'attitude quiétiste de révolutionnaires ou pseudo-révolutionnaires qui se réfugient, et réfugient leur inactivité, dans le prétexte que rien ne peut être fait contre une armée professionnelle, ou d'autres qui se résignent à attendre que, de manière mécanique, se donnent toutes les conditions objectives et subjectives nécessaires, sans se préoccuper d'en accélérer l'avènement.* »⁷ Cette déclaration de foi du « Che » sonne, en Colombie, comme une condamnation des principaux leaders du Parti communiste, auquel les groupes dissidents reprochent son attentisme légaliste. Elle sonne donc comme un appel au soulèvement et

⁴ Eduardo PIZARRO, « La guerrilla revolucionaria en Colombia », in Gonzalo SANCHEZ / Ricardo PEÑARANDA (dir.), *Pasado y Presente de la Violencia en Colombia*, CEREC, Bogota, 1986, p. 395.

⁵ Gabriel SILVA, « Desarrollo económico, paz y reforma política. Un conflicto latente », *Documentos*, n° 83, mars 1986, p. .

⁶ Pour les besoins du présent article, les citations d'ouvrages publiés en langue espagnole sont traduites en langue française par Pierre Hupet.

⁷ Ernesto GUEVARA, « La guerra de guerrillas », *Obras, 1957-1967*, Casa de las Américas, La Havane, tome I, 1977, p. 31, cité par Eduardo PIZARRO, 1986, *op. cit.*, p. 393.

offre, de l'extérieur, à la fois la caution idéologique et l'exemple opérationnel susceptibles d'activer le processus insurrectionnel colombien.

Dès lors, tous les ingrédients sont en place pour la « désinstitutionnalisation » durable du débat politique, au profit d'une dynamique d'affrontement violent nourrie par des acteurs, de gauche comme de droite, qui se réfèrent désormais à des idéologies fermées dont la radicalité même est présentée comme l'unique planche de salut.

LES PRINCIPALES GUERILLAS

Durant les deux premières décennies du conflit (1960-1970), on assiste à l'émergence balbutiante d'une mosaïque de mouvements, groupes et factions d'obédiences diverses, le plus souvent marxistes, dissidents du Parti communiste mais aussi, dans une moindre mesure, transfuges du Parti libéral. Ces foyers insurrectionnels armés sont animés par des leaders aux profils variés, provenant pour la plupart des milieux radicaux urbains, soucieux de donner à leur combat une dimension territoriale plus ou moins affirmée. Les stratégies diffèrent au moins autant que les hommes et les femmes qui les portent.

Mentionnons brièvement le Mouvement ouvrier étudiant et paysan (MOEC, 1959), qui se scindera rapidement en deux, voire trois branches, le Front uni d'action révolutionnaire (FUAR, 1962), composé d'intellectuels sous influence castriste, ou encore l'Armée populaire de libération (EPL, 1967, bras armé du PCML, 1962), de tendance maoïste.

Premiers succès, premières déroutes aussi. Animés par des intellectuels peu au fait des ressorts de la réalité paysanne, ces premières ébauches de structure insurrectionnelle doivent leurs piètres résultats à la croyance erronée en la préexistence d'une conscience et d'une volonté révolutionnaires chez ces populations. Peu soucieux de l'encadrement des masses et considérant les zones rurales sous le seul angle militaire, les premiers porte-drapeaux de la révolution colombienne se condamnaient eux-mêmes à l'isolement et à la marginalisation⁸. Peu à peu, au fil d'un long processus de négociations, de dissensions, de rapprochements *ad hoc*, émerge un noyau dur d'organisations rebelles, dont le degré de maturité politique et la capacité de résilience opérationnelle leur permettent d'imposer durablement le fait politique insurrectionnel.

Mouvement du 19 Avril (M-19)

Composé de dissidents du Parti communiste et d'anciens membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (*cf.* ci-après), le M-19 se distingue par deux facteurs-clefs. Dès sa fondation en 1972, le M-19 s'inscrit au cœur du tissu urbain, dont il exploite tous les leviers, notamment symboliques, susceptibles de renforcer la visibilité de ses actions, contrairement aux autres organisations rebelles qui se déploient principalement en milieu rural⁹. Ensuite, le M-19 revendique très tôt une fonction d'interlocuteur du gouvernement : il associe étroitement l'action violente, d'une part, et la proposition politique, d'autre part, dépassant en cela l'approche strictement insurrectionnelle.

⁸ Eduardo PIZARRO, 1986, *op. cit.*, p. 400.

⁹ Jorge CASTAÑEDA, *La Utopía desarmada*, Tercer Mundo, Bogota, 1995.

Nonobstant le caractère volontiers spectaculaire de ses actions¹⁰, le M-19 n'atteindra jamais la taille critique – en termes d'effectifs, de structure organisationnelle et de capacité opérationnelle – qui lui eût permis d'infléchir la politique gouvernementale. Au milieu des années 1980, le M-19 comptait entre 1 500 et 2 000 membres. En 1990, sous le gouvernement de Virgilio Barco, ses dirigeants renoncent à la lutte armée et prononcent la dissolution du mouvement, lequel se perpétuera toutefois, de manière pacifique, à travers l'Alliance démocratique. Dix-neuf de ses anciens cadres participeront aux travaux de l'Assemblée nationale constituante, menés sous le gouvernement de Cesar Gaviria, qui produiront en 1991 certaines avancées, notamment dans le sens d'une possible, mais timide, régionalisation du pouvoir.

Armée de libération nationale (ELN)

L'Armée de libération nationale (*Ejército de Liberación Nacional*), dont les principaux leaders se revendiquent du modèle cubain – auprès duquel certains ont fait leurs premières armes en participant aux événements de la Baie des cochons –, entre en lice en 1964. D'inspiration essentiellement castriste donc, l'ELN est aussi influencée, dès sa création, par certains promoteurs de la Théologie de la libération, dont l'une de ses figures les plus emblématiques en Colombie, le Père Camilo Torres, professeur de sociologie à l'Université nationale de Colombie. Camilo Torres, qui prendra les armes dès 1965 sous la bannière de l'ELN, offre à l'organisation la caution intellectuelle et morale censée légitimer ses revendications premières. Sa mort au combat, trois mois à peine après son enrôlement, apporte en outre à la cause révolutionnaire l'opportun « martyr », nécessaire à son auto-justification.

Radicale dans son approche et ses pratiques, l'ELN se distingue aussi par le choix de ses cibles. Moins impliquée que les FARC, semble-t-il, dans le narcotraffic¹¹, elle puise l'essentiel de son financement dans le kidnapping, l'impôt révolutionnaire ou le racket de grande ampleur, infligé notamment aux compagnies pétrolières et autres multinationales, dont les infrastructures sont directement menacées et régulièrement sabotées¹². Ce « terrorisme économique » a fait de l'ELN l'une des cibles principales du programme de lutte gouvernemental, largement soutenu par les Etats-Unis, au moyen notamment du controversé Plan Colombia conclu en 1999 par les présidents Bill Clinton et Pastrana. Nous reviendrons sur ce point.

L'ELN compterait aujourd'hui entre 3 000 et 4 000 membres. Plusieurs tentatives de rapprochement avec d'autres guérillas ont jalonné le parcours de l'organisation, mais aucun n'a débouché sur une stratégie commune quelque peu durable. Citons toutefois l'accord conclu en 1984 par divers mouvements en vue de se présenter en front commun aux négociations de paix, éphémères, engagées par le gouvernement de Belisario Betancur. Citons aussi la participation de l'ELN, en 1987, aux côtés notamment de l'EPL et des FARC, à la tentative, elle aussi avortée, de constituer une sorte de coordination nationale (*Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar*, CGSB). En décembre 2005, un nouveau *round* de

¹⁰ Citons entre autres : le 27 février 1980, prise d'otages à l'ambassade de la République dominicaine à Bogota (libération des otages au bout de 61 jours de négociation) ; le 6 novembre 1985, prise du Palais de justice en plein centre de Bogota (suite à l'intervention de l'armée, l'opération se solde par un bain de sang, tant parmi les guérilleros que parmi les forces de l'ordre et le personnel du Palais et le public présent).

¹¹ François AUDET, 2005, *op.cit.*, p. 2.

¹² Entre 1982 et 1999, Poléoduc Cano Limon-Covenas, exploité par la compagnie Ecopetrol, fut la cible de 691 attaques revendiquées par l'ELN.

négociations s'est ouvert à Cuba entre le gouvernement Uribe et l'ELN, sans résultats tangibles jusqu'ici.

Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)

Avec l'assassinat en 1948 du dirigeant libéral Jorge Eliécer Gaitán s'ouvre, on l'a vu, une décennie de violence qui préfigure le déchirement structurel de la société colombienne, tel qu'on l'observe aujourd'hui encore. Cette période, dûment nommée « *La Violencia* », n'est en fait que le point d'orgue d'une longue et profonde exacerbation de tensions entre grands propriétaires terriens, représentés par le Parti conservateur, et les paysans en situation de quasi-servage, soutenus par l'aile gauche du Parti libéral et le Parti communiste. Depuis les années 1930, ces tensions s'expriment aussi – déjà – par la lutte armée, plus ou moins organisée, menée par des groupes insurgés qui entendent appliquer les thèses communistes d'appropriation de la terre à des fins collectives et solidaires¹³.

Dans ce contexte, la ligne politique du Parti communiste oscille dans le temps entre les tenants d'une stratégie négociée et ceux de l'action armée. Le 20 juillet 1964, l'aile dure du Parti communiste et certains éléments issus du Parti libéral fondent le Bloc Sud (*Bloque Sur*), qui se donne pour objectif la mise en œuvre, par la voie militaire s'il le faut, d'un programme de réforme agraire. Deux ans plus tard, le Bloc Sud se radicalise et prend pour nom « Forces armées révolutionnaires de Colombie ».

Ce rappel, forcément condensé, des origines du mouvement permet de mesurer le degré d'enracinement historique et politique des FARC et de ses principaux dirigeants, parmi lesquels Manuel Marulanda, l'un de ses fondateurs et numéro un de l'organisation jusqu'à sa mort – naturelle, semble-t-il – en mars 2008, à l'âge de 77 ans. Bien sûr, les FARC ont bénéficié elles aussi de la vague porteuse suscitée par la Révolution cubaine, mais, pour pénétrer les ressorts politiques et psychologiques des hommes qui encadrent l'organisation, il est essentiel de garder à l'esprit la filiation socio-politique très ancienne qui est la leur et a déterminé leur engagement dans la lutte armée et façonné leur existence. On ne renonce pas aisément à pareil cheminement, même si, comme cela semble être le cas, l'évolution du contexte et le dévoiement des méthodes tendent à démontrer l'échec de la démarche¹⁴.

Dès l'origine, la guérilla des FARC tend à « *se constituer en une modalité régionale de guerre sociale et paysanne, de survie individuelle et collective, ce qui expliquera le profond enracinement dans les zones où elle opère. Guérilla, parti et organisation paysanne se renforcent mutuellement, produisant ainsi une force régionale indéniable. De la sorte, la campagne cesse de n'être qu'un simple théâtre d'opérations militaires pour se transformer en théâtre adéquat pour la construction d'un pouvoir local.* »¹⁵ Bon an mal an, les FARC vont essaimer jusqu'à être présentes, peu ou prou, sur l'ensemble du territoire national : on dénombre à certaines époques jusqu'à 70 fronts plus ou moins actifs. Dans les années 1990, les FARC occupent et contrôlent de 35 à 40 % du territoire national et comptent entre 12 000 et 18 000 combattants répartis en 27 fronts, à la fois structurés sur le plan hiérarchique global et relativement autonomes sur le plan opérationnel¹⁶. Depuis 2002 et le retour à une politique gouvernementale exclusivement répressive, l'organisation révolutionnaire a subi plusieurs revers. En 2005, aux dires de l'état-major de l'armée

¹³ Eduardo PIZARRO, 1986, *op. cit.*, p. 402. Sur cette période, cf. aussi Daniel PECAUT, 1987, *op. cit.*

¹⁴ Pour une réflexion globale sur l'inadéquation de la lutte révolutionnaire armée en Amérique latine au regard des paramètres imposés par l'évolution du contexte, cf. Jorge CASTAÑEDA, 1995, *op. cit.*

¹⁵ Eduardo PIZARRO, 1986, *op. cit.*, p. 404.

¹⁶ Eric LAIR, « Le conflit armé colombien à la croisée des chemins », *Géopolitique*, n° 96, oct. 2006, p. 76.

colombienne, les FARC disposaient encore de 12 000 à 13 000 hommes¹⁷. En 2008, suite aux coups de boutoir de l'armée régulière et à de nombreuses défections, on peut raisonnablement considérer que les effectifs des FARC ne dépassent plus 8 000 à 10 000 hommes. Toutefois, dans la guerre des chiffres et de la propagande qui oppose toutes les parties, il serait téméraire, à ce stade, d'affirmer quoi que ce soit¹⁸.

Au fil du temps, les FARC ont développé à la fois le champ militaire et le volet politique de leur action. Plusieurs tentatives de négociation ont été menées par les gouvernements successifs, sans réelles avancées. A noter cependant, les accords de cessez-le-feu du 28 mars 1984 sous la présidence de Belisario Betancur, en vertu desquels les FARC se voient autorisées à déployer une structure de représentation politique, l'Union patriotique. Cette structure, quoique officiellement reconnue, sera la cible de plusieurs centaines d'assassinats perpétrés par les tenants d'une droite dure, jusqu'à sa complète extinction.

Les méthodes auxquelles recourent les FARC, tant sur le plan militaire que sur celui de son financement, ont largement contribué, au fil du temps, à faire naître au sein de la population colombienne et parmi la communauté internationale un vif rejet, voire une condamnation sans appel. L'enrôlement d'enfants et de jeunes adolescents¹⁹, le recours massif aux mines antipersonnel qui fait désormais de la Colombie le pays le plus affecté au monde par ce fléau²⁰, les exécutions sommaires et les actes de barbarie, les opérations de représailles d'une violence parfois aveugle, y compris à l'égard des populations civiles, la pratique à grande échelle de l'enlèvement et du rançonnement²¹, le racket et l'impôt révolutionnaire, la protection des champs de coca et des laboratoires clandestins, puis, de plus en plus, la participation directe à la production, au transport et à l'écoulement international de la cocaïne. Autant d'éléments qui valent aux FARC d'être désignées, depuis 2005, par les Etats-Unis et l'Union européenne comme organisation terroriste.

¹⁷ Général REINALDO CASTELLANOS, propos recueillis par César GARCIA, le 19 janvier 2005, et reproduits sur le site Internet de l'armée colombienne www.ejercito.mil.co/index.php?idcategoria=73409.

¹⁸ Comisión Colombiana de Juristas (CCJ), *Colombia 2002-2006, Situación de derechos humanos y derecho humanitario*, Bogota, 2007, p.16-18, disponible sur le site Internet www.coljuristas.org/inicio.htm. Plus généralement, l'in vraisemblance de certaines données chiffrées fournies par les services de l'Etat est régulièrement mise en cause par les observateurs : cf. par exemple Diana Carolina DURAN NUÑEZ, « El informe de la discordia », *El Espectador*, Bogota, 25 avr. 2008.

¹⁹ UNHCR / Immigration and Refugee Board of Canada, *Colombie : information sur les méthodes de recrutement des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - FARC) et sur les mesures prises par l'Etat afin d'amener les membres des FARC à se réinsérer dans la société civile (2005 - février 2008)*, COL102787.F, 14 avr. 2008, disponible sur le site Internet www.unhcr.org/refworld/docid/4829b524c.html.

²⁰ Handicap International, *Rapport 2006 de l'Observatoire des mines*, disponible sur le site Internet www.handicapinternational.be/Rapport-2006-de-l-Observatoire-des-Mines_a338.html.

²¹ Entre juin 2002 et juin 2005, 4 650 personnes ont été enlevées et séquestrées en Colombie, soit une moyenne annuelle de 1 550 enlèvements : 53 % par les guérillas, 8 % par les paramilitaires, le solde étant le fait de différents groupes mafieux ou de délinquants ordinaires. Cf. Comisión Colombiana de Juristas (CCJ), *op. cit.*, 2007, p. 13. Un projet d'accord humanitaire fut proposé aux FARC par le gouvernement Uribe, le 18 août 2004 ; ce projet d'accord prévoyait la libération par l'Etat de guérilleros actuellement emprisonnés, en échange de la libération par les FARC d'un certain nombre d'otages. L'une des conditions posées par l'organisation rebelle n'a jamais été acceptée par le gouvernement : les FARC exigeaient la démilitarisation d'une portion de territoire, dans le sud-ouest du pays (Pradera et Florida, département Valle del Cauca). Le projet, pourtant largement soutenu par la population et de nombreuses organisations nationales et internationales, n'a pas abouti. Pour une analyse fouillée de ce processus actuellement en panne, cf. le site Internet de Medios para la Paz, ONG colombienne composée pour l'essentiel de journalistes professionnels colombiens et étrangers, www.mediosparalapaz.org/index.php?idcategoria=1782.

Emportées puis dépassées par une logique d'efficacité militaire, acculées par les forces gouvernementales²², harcelées par les milices d'extrême-droite tout aussi barbares sinon davantage, les FARC se trouvent désormais à la croisée des chemins. Entre le projet à long terme d'une révolution populaire de moins en moins soutenue par ceux-là mêmes qu'elle prétend servir, d'une part, et, d'autre part, les impératifs à court terme du financement et de la survie opérationnelle, les successeurs de Manuel Marulanda semblent pris au piège du « tout ou rien », du « coûte que coûte », voire, comme le prédisent sans doute hâtivement les autorités gouvernementales, du « sauve qui peut »²³.

LA REACTION PARAMILITAIRE

Comme en écho à l'éclosion puis à la structuration des organisations révolutionnaires d'inspiration marxiste-léniniste, les milieux conservateurs – bourgeoisie et grands propriétaires – perçoivent très tôt la menace qui pèse sur leurs intérêts et la nécessité de s'organiser eux aussi pour pallier la faiblesse de l'Etat en matière de sécurité. Dès les années 1950, durant *La Violencia*, de petites milices privées voient le jour, affectées le plus souvent à la protection d'un particulier fortuné et de ses propriétés contre les incursions violentes des premières guérillas libérales et communistes. Le phénomène, d'abord limité, a suivi une courbe ascendante plutôt modeste jusqu'à la fin des années 1970, début des années 1980, puis une très forte croissance potentiellement déstabilisatrice.

De l'autodéfense à l'infiltration de l'Etat

L'année 1984 connaît une certaine accalmie sur le front des guérillas, avec l'accord de cessez-le-feu signé en mars par les FARC, puis la trêve consentie par l'ELN et le M-19 en août. Ces deux accords ont eu essentiellement pour effet de confiner les troupes gouvernementales dans leurs casernes, permettant ainsi aux groupes rebelles de se déployer sur de vastes portions du territoire. Face à cette expansion soudaine, les grands propriétaires, agriculteurs ou éleveurs, souvent associés aux narcotrafiquants menacés dans leurs activités, fomentent le déploiement de structures d'autodéfense solidement armées et entraînées, pour contrer la révolution. « *Le phénomène a ainsi évolué, passant de groupes locaux, isolés les uns des autres, à de véritables armées privées disposant d'une couverture multirégionale, d'un commandement et d'une organisation unifiés, d'un entraînement militaire et terroriste, d'une doctrine opérationnelle commune et, le plus grave pour le pays, d'objectifs et ambitions politiques. Les autodéfenses trouvent donc leur origine dans une réaction spontanée contre l'extorsion et le séquestre perpétrés par tous les groupes de guérillas, principalement par les FARC, mais elles deviendront un monstre qui, à la fin des années 80, fut sur le point de déstabiliser l'Etat colombien, ce que la guérilla n'a jamais réussi ne fût-ce qu'à approcher en plus de cinquante ans d'existence.* »²⁴ En 1987, les structures paramilitaires, réunies pour la plupart sous l'appellation d'Autodéfenses unies de Colombie (AUC)²⁵, rassemblaient quelque 5 000

²² En 2008, l'armée régulière colombienne a mené plusieurs opérations spectaculaires qui furent autant de coups durs pour les FARC. Citons notamment l'Opération Jaque, qui a permis, le 2 juillet, la libération de 15 otages, parmi lesquels trois ressortissants américains et l'ancienne candidate à la présidence de la République, Ingrid Bétancourt, détenue par les FARC depuis 2002. Citons aussi le bombardement en territoire équatorien, le 1^{er} mars, d'une base arrière des FARC, lors duquel Raoul Reyes, numéro 2 de l'organisation, a trouvé la mort.

²³ Sur les FARC et leur évolution récente, cf. aussi Daniel PECAUT, *Les FARC, une guérilla sans fins ?*, Lignes de Repères, Paris, 2008, 169 p.

²⁴ Rafael PARDO RUEDA, *Fin del paramilitarismo. ¿ Es posible su desmonte ?*, Ediciones B-Colombia, Bogota, 2007, p. 17.

²⁵ D'autres groupes plus ou moins fédérés sont également actifs : les « Autodefensas Campesinas Bloque Central Bolivar, BCB », les « Vencedores de Arauca » ou encore le « Grupo de Autodefensas Alianza del Oriente ».

hommes, soit pratiquement l'équivalent des effectifs que totalisaient à cette époque l'ensemble des guérillas de gauche²⁶. En 2005, les AUC comptaient entre 30 000 et 35 000 hommes lourdement armés et solidement entraînés, notamment par des mercenaires israéliens et britanniques spécialisés dans la lutte antiterroriste et la répression de mouvements subversifs²⁷.

De l'autodéfense tolérée, voire activement encouragée par l'armée régulière qui y trouve un appui commode²⁸, les AUC sont rapidement passées à la conquête planifiée du pouvoir local, régional et, dans une certaine mesure, national²⁹, au moyen d'une stratégie de pénétration facilitée par la collusion avec certains membres de la classe politique³⁰, mais aussi soutenue par la subornation et la corruption de fonctionnaires, la violence physique, l'assassinat politique ciblé et le massacre collectif de populations récalcitrantes. Entre 2002 et 2006, on répertorie en Colombie 11 292 personnes assassinées ou disparues, victimes de la violence politique en dehors des combats eux-mêmes : 61 % de ces faits criminels sont attribués aux groupes paramilitaires, 25 % à l'ensemble des guérillas et 14 % aux agents de l'Etat³¹.

Du paramilitarisme à la « parapolitique »

Jusqu'à l'accession au pouvoir d'Alvaro Uribe, les gouvernements successifs se sont montrés peu enclins à traiter ce phénomène. Il est patent, en effet, que l'agenda politique et/ou les ambitions personnelles d'une frange importante de mandataires publics coïncident avec ceux des principaux leaders des AUC, eux-mêmes en cheville avec les puissantes mafias du narcotrafic. Les uns et les autres convergent dans une stratégie d'instrumentalisation réciproque, favorisée par une « culture de l'illégalité en incubation depuis que le narcotrafic a fait irruption [sur la scène publique], imposant de nouvelles réalités et jusqu'à une nouvelle esthétique »³². Cette culture de l'illégalité serait elle-même encouragée, dans une large mesure, par la politique sécuritaire du gouvernement actuel, qui multiplie les entorses à la norme au profit du résultat³³. La fin justifiant les moyens, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, il en résulte un sentiment général d'impunité et une propension de certains élus à céder aux sirènes des AUC en échange, par exemple, de leur appui musclé en période électorale, voire à prendre eux-mêmes l'initiative d'une telle entente.

Les AUC sont toutefois l'organisation la plus significative. Dans la suite de cet article, sauf mention contraire, l'acronyme AUC désigne l'ensemble des organisations paramilitaires d'extrême droite.

²⁶ Departamento Administrativo de Seguridad (DAS, Services de renseignement colombiens), cité par Rafael PARDO RUEDA, 2007, *op. cit.*, p. 23.

²⁷ Hernando CALVO OSPINA, « Les acteurs cachés du conflit colombien », *Le Monde diplomatique*, nov. 2004, pp. 26-27.

²⁸ Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, *Rapport sur la situation des droits de l'homme en Colombie*, Commission des Droits de l'Homme, 62^e session, doc. E/CN.4/2006//009, 20 janv. 2006, par. 22.

²⁹ Gustavo DUNCAN, *Los Señores de la Guerra – De paramilitares, mafiosos y autodefensas en Colombia*, Planeta Colombiana, Bogota, 2006, pp. 124 et suiv.

³⁰ Philippe DUFORT, « Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie », *Observatoire des Amériques*, n° 17, oct. 2007, p. 4.

³¹ Comisión Colombiana de Juristas (CCJ), *op. cit.*, 2007, p. 2, disponible sur le site Internet www.coljuristas.org/inicio.htm. Cf. aussi Amnesty International, *Colombia : Reporting, Campaigning and Serving Without Fear. The Rights of Journalists, Election Candidates and Elected Officials*, n° AMR 23/001/2006, 9 fév. 2006, disponible sur le site Internet www.amnesty.org/en/library/info/AMR23/001/2006.

³² María Jimena DUZAN, « El legado de los atajos », *Semana*, 15 nov. 2008.

³³ Fabio H. GIRALDO JIMENEZ, « Gobiernos anfíbios en contextos de conflicto », *Estudios Políticos*, n° 31, juil.-déc. 2007, pp. 13-21.

En juin 2005, suite aux déclarations d'un leader des AUC selon lequel 35 % des membres du Congrès seraient liés aux paramilitaires, le scandale dit de la « parapolitique » éclabousse la coalition au pouvoir, jusqu'à l'entourage familial du chef de l'Etat. La Cour suprême de justice s'empare de l'affaire et engage un bras de fer, toujours en cours, tant avec l'exécutif, au premier rang duquel la coalition du président A. Uribe, dont plusieurs membres semblent directement impliqués, qu'avec le législatif, dont 31 membres – sénateurs et députés proches, pour la plupart, de la mouvance présidentielle – sont actuellement derrière les barreaux³⁴. En outre, quelque 155 parlementaires et ex-parlementaires, ainsi que 76 agents de la Force publique et 35 fonctionnaires de l'Etat faisaient l'objet, en août 2008, d'une enquête pour liens présumés avec la mouvance paramilitaire et/ou les mafias du narcotraffic³⁵.

La démobilisation et la loi dite de « Justice et paix »

Dès son accession à la présidence de la République en 2002, Alvaro Uribe, fidèle en cela à son programme de campagne, engage la Colombie sur la voie de la répression. Sur le front des guérillas marxistes, cette politique musclée a produit d'indéniables résultats quantitatifs : tant l'ELN que les FARC ont subi de lourdes pertes humaines et matérielles, suivies, semble-t-il, d'une vague de défections en leur sein. Il serait cependant hasardeux d'en conclure à leur mise hors jeu. En effet, ces deux organisations ont maintes fois démontré, par le passé, leur capacité d'adaptation stratégique et leur résilience opérationnelle dans un environnement rural et montagnard trop longtemps délaissé par l'Etat. Sur le plan qualitatif, le bilan n'incite pas davantage à l'enthousiasme : les négociations engagées en 2005 avec l'ELN sont toujours au point mort, le dialogue avec les FARC est totalement rompu et, plus grave sans doute, les conditions posées par les parties en vue d'une éventuelle reprise des discussions semblent exclure toute possibilité de rapprochement.

Sur le front de l'extrême droite paramilitaire, la situation est plus contrastée. Peu après sa prise de fonctions en 2002, Alvaro Uribe nomme une Commission exploratoire de paix, chargée de prendre langue avec les AUC dans le but d'obtenir, à terme, leur démantèlement négocié. Après moult péripéties, un préaccord est signé le 15 juillet 2003, à Santa Fé de Ralito, qui conduira deux ans plus tard à la ratification, par le Congrès, de la loi 975 de 2005. Le projet de loi, initialement intitulé « Vérité, justice et réparation », connaîtra un parcours parlementaire très chahuté en raison de son caractère singulièrement avantageux à l'égard des paramilitaires. La presse et l'opposition démocratique, mais aussi de nombreuses organisations non gouvernementales, colombiennes et internationales, questionnent la clémence du législateur face à la gravité des crimes reprochés aux milices d'extrême-droite. Tous condamnent, non sans raisons, un projet de loi qui semble taillé sur mesure pour permettre tant au gouvernement qu'aux paramilitaires de sortir de l'impasse sans coup férir. Symptôme du malaise, la loi finalement adoptée est désormais communément désignée, y compris par ceux qui l'ont promulguée, par les termes « Loi de justice et paix ». Exit donc, selon les détracteurs du texte, l'exigence de vérité et de réparation, pré-requis pourtant indispensable à la mise en œuvre d'un processus de paix et de réconciliation durables.

Cette loi, censée s'appliquer à tous les mouvements rebelles, organise en fait la démobilisation des seules milices d'extrême-droite. En échange d'aveux libres et d'une promesse – en réalité peu contraignante – de réparation à l'égard des victimes, les

³⁴ *El Tiempo*, 23 avr. 2008.

³⁵ Hernando SALAZAR, « Uribe se enfrenta a la Corte Suprema », *BBC-Mundo*, 28 août 2008, disponible sur le site Internet news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/latin_america/newsid_7581000/7581390.stm.

paramilitaires qui déposent les armes bénéficient d'un traitement particulièrement clément. En effet, quelle que soit l'atrocité des crimes commis, les peines maximales encourues par leurs auteurs sont limitées à 5 ou 8 ans d'emprisonnement³⁶. De 2006 à 2007, les autorités auraient enregistré la démobilisation de quelque 31 671 paramilitaires, ce qui représente un indéniable succès quantitatif. Toutefois, « depuis le début de l'année 2006, la Mission d'appui au processus de paix en Colombie de l'Organisation des Etats américains (MAPP/OEA), des groupements de défense des droits de l'homme et des organisations de la société civile signalent avec insistance le réarmement d'unités paramilitaires démobilisées, la persistance de groupes non démobilisés qui n'ont pas participé aux négociations entre le gouvernement et les AUC, et la fusion d'ex-paramilitaires au sein de puissantes organisations criminelles, souvent étroitement impliquées dans le trafic de drogues. Pire encore, des indices révèlent que certains de ces nouveaux groupes criminels ont tissé des relations commerciales relevant du narcotrafic avec des éléments des groupes insurgés FARC et ELN. »³⁷ Le succès global de la méthode est, on le voit, passablement mitigé.

Par ailleurs, la loi dite de « Justice et paix » inclut un important volet consacré à la reconnaissance des victimes de la guerre et à la juste réparation des dommages subis par elles, mais, dans les faits, ce volet pêche par défaut de moyens structurels et financiers. Il pêche aussi, selon de nombreux analystes, par l'absence de volonté politique, pourtant nécessaire à sa mise en œuvre³⁸. Le récent projet de loi, dite « Loi des victimes », actuellement débattu au Parlement, est censé apporter les correctifs nécessaires. Il apparaît toutefois que ses principales dispositions, si elles devaient être adoptées par le Congrès, ne résoudront rien à la situation de total dénuement dans laquelle se trouvent la plupart des victimes. Certains observateurs estiment en outre que les conditions draconiennes imposées par le projet aux bénéficiaires potentiels de l'aide publique auraient surtout pour effet, voire pour objectif, de dédouaner l'Etat lui-même de sa responsabilité dans les actes de violence criminelle commis par certains de ses agents³⁹.

La politique dite de « Solidarité démocratique »

Absorbé par l'effort militaire et sa politique sécuritaire, le gouvernement semble peu disposé à entendre les appels pressants de la société civile en faveur d'une stratégie globale visant la protection effective des droits de l'homme et l'aide aux victimes de la guerre. Ce faisant, l'Etat colombien peine à satisfaire à l'une des exigences essentielles de sa mission : loin de jeter les bases minimales d'un projet de paix fondé sur la réconciliation, la politique dite de « Solidarité démocratique » menée par les autorités contribue, dans une certaine mesure, à pérenniser les conditions de la violence, à la fois militaire et sociale⁴⁰.

Ce concept, élaboré par le président Alvaro Uribe dès son accession au pouvoir, englobe un arsenal de mesures censées renforcer la lutte concertée contre les groupes armés illégaux, au moyen notamment de l'implication active de la population. Se sont ainsi

³⁶ Pour une analyse fouillée du processus de négociation ayant mené à l'adoption de la loi 975 de 2005, de son contenu exact et des critiques qui lui sont faites, cf. Rafael PARDO RUEDA, 2007, *op. cit.*

³⁷ International Crisis Group, « Los nuevos grupos armados de Colombia », *Rapport sur l'Amérique latine*, n° 20, 10 mai 2007, disponible sur le site Internet www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4824&l=4.

³⁸ International Crisis Group, « Las víctimas y la Ley de Justicia y Paz en Colombia », *Rapport sur l'Amérique latine*, n° 29, 30 oct. 2008, disponible sur le site Internet www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=5753&l=4.

³⁹ Amnesty International Colombia, « Colombia : Congress must not approve seriously flawed Victim's Law », 24 nov. 2008, disponible sur le site Internet www.amnesty.org/en/for-media/press-releases/colombia-congress-must-not-approve-seriously-flawed-victims-law-20081124.

⁴⁰ Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, « Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia », A/HRC/7/39, 28 fév. 2008.

développés dans tout le pays des réseaux d'informateurs – un million d'individus – chargés de récolter toutes données utiles et de les transmettre aux forces de l'ordre. Ce mécanisme, conspué par l'opposition démocratique, la presse indépendante et les organisations de défense des droits de l'homme, repose, selon les autorités, sur la « multilatéralité » et la « coresponsabilité »⁴¹. Sans doute a-t-il aidé, ponctuellement et localement, au rapprochement entre population et forces de l'ordre, ce qui a permis d'engranger sur le terrain certains résultats non négligeables du point de vue quantitatif. Dans les faits, il entraîne aussi toutes sortes de dérives, telles que délations sans fondements, vengeances personnelles ou règlements de comptes, peu propices à la reconstruction du lien social dans un pays ravagé par plus d'un demi-siècle de déchirement au sein même des communautés locales.

LES CAUSES DE LA LONGEVITÉ DU CONFLIT

La plupart des commentateurs du conflit colombien situent son point de départ au début des années 1960, époque de création des mouvements révolutionnaires toujours actifs aujourd'hui. C'est oublier les trois décennies précédentes, marquées elles aussi par la violence. Il est plus exact de considérer que la Colombie vit au rythme des affrontements depuis plus de soixante-seize ans, ce qui fait de ce conflit interne le plus long de toute l'histoire contemporaine. Trois raisons structurelles, qui se renforcent mutuellement, aident à comprendre cette extraordinaire longévité.

La fracture sociale

La Colombie, qui compte près de 45 millions d'habitants, dont 45 % vivent en situation de pauvreté et 12 % en situation de pauvreté extrême, est l'un des trois pays les plus inégalitaires d'Amérique latine⁴². Plus de 16 millions de Colombiens, soit plus d'un sur trois, n'ont pas accès à l'eau potable⁴³. De surcroît, l'une des conséquences directes de la guerre est le déplacement forcé de quelque trois millions de personnes qui fuient les zones d'affrontement et s'entassent dans les bidonvilles de Bogota, Medellin, Cali, Baranquilla, Cartagena, Bucaramanga et autres centres urbains, en quête de protection, souvent précaire dès lors que les clans armés tendent à s'implanter eux aussi dans ces périphéries à l'abandon⁴⁴. Ces quelques chiffres suffisent à qualifier la réalité de ce pays, où les inégalités sociales font le lit de la violence sous toutes ses formes, militaire et politique, mais aussi économique.

Or, rien n'indique que le gouvernement actuel ait pris la pleine mesure du drame humanitaire qui se noue aux quatre coins du pays. Il semble au contraire que les orientations prises le soient, pour beaucoup, au détriment de la justice sociale. Ainsi en est-il, selon ses détracteurs, du Traité de libre commerce (TLC) actuellement sur la table de négociation entre la Colombie et les Etats-Unis. La promotion de ce projet d'accord, qui ouvrirait le marché des biens et des services aux opérateurs étrangers, a mobilisé toutes les ressources

⁴¹ Pour une présentation de la Politique de défense et de sécurité démocratique par ses concepteurs, cf. le site Internet du ministère colombien de la Défense, 209.85.173.132/search?q=cache:0sE4J10CSfgJ:www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad_democratica.pdf+seguridad+democratica&hl=fr&ct=clnk&cd=2&client=firefox-a.

⁴² Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Informe sobre Desarrollo Humano 2007/2008*, 2007.

⁴³ Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, 2008, *op. cit.*

⁴⁴ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Modes de subsistance des réfugiés en milieu urbain – Etude de cas : Bogota, Colombie », EPAU/2006/03-4, Bogota, fév. 2006.

diplomatiques colombiennes durant l'année écoulée, faisant peu de cas des critiques formulées à son encontre par l'opposition, qui y voit une nouvelle source d'agression de l'économie nationale au profit d'acteurs économiques peu soucieux de la redistribution des richesses⁴⁵. Ce projet, gelé à Washington par la majorité démocrate, laquelle s'inquiète notamment des violences à l'égard des syndicalistes colombiens, constitue cependant une priorité du programme économique gouvernemental.

L'abandon des campagnes

Autre source de fracture entre les élites et la population colombienne, l'abandon des campagnes au profit du seul développement urbain. Essentiellement rurale dans sa physionomie, la Colombie offre le spectacle désolé de vastes territoires pratiquement livrés à eux-mêmes, dépourvus d'infrastructures et de voies de communication décentes. L'administration publique en est le plus souvent absente, obligeant les communautés locales à développer toutes sortes de palliatifs plus ou moins satisfaisants, voire à recourir à l'aide humanitaire internationale lorsque celle-là parvient jusqu'à elles. Il est patent que cette « non-politique » a fortement contribué à l'avènement des mouvements rebelles qui ont pu s'y déployer et y prendre racine, jusqu'à y assumer, parfois durablement, les fonctions régaliennes délaissées par un Etat absent : fonction de police, administration de la justice, règlement des différends, entretien des voiries, enseignement et santé publique. On imagine mal qu'une solution au conflit colombien puisse émerger, à terme, sans une reprise en main du territoire national par l'Etat, dont l'autorité – et la légitimité – se gagneront au moyen de politiques publiques réellement performantes, moins préoccupées par les impératifs de la guerre qui engloutissent bon an mal an quelque 6,5 % du PIB⁴⁶ que par la satisfaction des besoins primaires de la population.

La pieuvre du narcotrafic

La question de la (non-)gestion de l'espace éclaire sans doute le troisième élément susceptible d'expliquer l'extraordinaire longévité du conflit colombien, à savoir la culture à grande échelle de la coca destinée au narcotrafic. Depuis la fin des années 1960, l'abandon des campagnes a progressivement favorisé les mafias de la drogue, qui ont su tirer profit de l'effondrement récurrent des prix sur les marchés internationaux du café, de la banane et d'autres produits agricoles traditionnels, pour les remplacer, dans une mesure toujours croissante, par la coca, autrement plus rentable⁴⁷. En cheville avec de grands propriétaires terriens ou profitant de la fragilité de petits propriétaires aux abois, les narcotraficants ont peu à peu développé une activité économique brassant chaque année des milliards de dollars. De quoi imposer un pouvoir de fait sur des régions entières, infiltrer les secteurs-clefs de l'Etat et/ou négocier avantageusement avec toutes les organisations, de gauche comme de droite, actives sur les mêmes territoires et toujours en quête de financement. Depuis de

⁴⁵ Alberto ROMERO / Mary A. VERA, « Las desigualdades en los TLC con Estados Unidos: el caso colombiano », *Aldea Mundo*, n° 23, mai-oct. 2007, pp. 35-50. Les mêmes observations pourraient être formulées, *mutatis mutandi*, à l'endroit du projet d'accord économique actuellement en négociation entre l'Union européenne et les pays andins ; parmi ceux-là, la Colombie et le Pérou font désormais cavaliers seuls, en faveur de l'accord.

⁴⁶ José Fernando ISAZA DELGADO / Diógenes CAMPO ROMERA, « Algunas consideraciones cuantitativas sobre la evolución reciente del conflicto en Colombia », *DH Colombia*, 1^{er} déc. 2007, cité par Risal Collectif, 2008, traduction française de Frédéric Lévêque pour le Risal, disponible sur le site Internet risal.collectifs.net/spip.php?article2383.

⁴⁷ Chiquita Brands International Ltd fut récemment condamnée par une Cour de justice américaine pour avoir financé des groupes paramilitaires colombiens entre 1997 et 2004 : cf. Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, 2008, *op. cit.*

nombreuses années déjà, la Colombie occupe le premier rang mondial des pays producteurs de cocaïne. De 2006 à 2007, les surfaces agricoles consacrées à la culture illicite de coca ont augmenté de 27 % et atteignent désormais la superficie totale de 99 000 hectares, principalement situés dans le sud, le sud-ouest et le centre du pays. Une telle augmentation représente un sérieux camouflet pour le Plan Colombia. Ce programme pluri-annuel de coopération, principalement axé sur l'éradication des plans de coca, la lutte contre les mafias de la drogue et celle contre le « terrorisme », a représenté, de 2000 à 2005, près de 4 milliards de dollars injectés en Colombie par le Trésor américain au titre de l'aide bilatérale, faisant de ce pays le premier destinataire de l'aide américaine⁴⁸. Les résultats, on le voit, ne sont guère probants⁴⁹.

PERSPECTIVES INTERNATIONALES

Le conflit colombien a traversé toutes les époques. Né entre les deux guerres mondiales, il s'est cristallisé durant la Guerre froide et s'inscrit désormais dans un monde multipolaire, agité de tensions qui témoignent de la redistribution des forces actuellement en cours. A chacune de ces époques correspond une « logique » spécifique de traitement du conflit, tant dans le chef des acteurs colombiens que dans celui des intervenants extérieurs. Depuis le 11 septembre 2001, la nécessité de faire face au terrorisme international a fourni au gouvernement colombien et à ses alliés américains et européens de nouveaux arguments, d'ordre sémantique, justifiant la politique d'écrasement. Il en résulte un interventionnisme des Etats-Unis, à la fois direct et ambigu, tant sur le plan militaire que politique et économique, et une attitude de l'Union européenne non moins ambivalente, qui la conduit à s'investir dans la problématique colombienne tout en refusant d'en assumer les coûts⁵⁰.

La Russie, quant à elle, globalement absente du débat dans cette région du monde depuis 1989, semble déterminée à se faire entendre dans la redistribution des cartes qui s'opère sous nos yeux. Elle n'hésite plus désormais à s'affirmer militairement, non seulement dans son étranger proche (en Géorgie, par exemple), mais aussi sur des terrains plus lointains, que l'actuelle recomposition des blocs lui rend à nouveau accessibles. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le président D. Medvedev et son collègue vénézuélien Hugo Chavez inaugurent ensemble des manœuvres militaires en mer Caraïbe. Et le font savoir.

Le Venezuela d'H. Chavez et, dans une moindre mesure, l'Equateur de Correa se positionnent eux aussi dans cette région du monde où la plupart des gouvernements sont emmenés par des personnalités de gauche. Leader autoproclamé de la gauche radicale en Amérique latine, Hugo Chavez intervient régulièrement en Colombie, jouant tantôt les médiateurs, tantôt les cassandres. L'année 2008 lui a fourni plusieurs occasions d'affirmer son *leadership* régional, au travers de la problématique des otages ou de la question éminemment sensible de l'intégrité territoriale, menacée par l'extension du conflit colombien.

⁴⁸ United Nations, Office on Drugs and Crime, *2008 World Drug Report*, n° E.08.XI.1, Vienne, 2008, p. 67. Cf. aussi Ricardo VARGAS MEZA, « Trafic de drogue et conflit armé en Colombie, une relation symbiotique ? », *Les Cahiers de la sécurité*, n° 59, 4^e trim. 2005, pp. 39-62, disponible sur le site Internet www.inhes.interieur.gouv.fr.

⁴⁹ GAO (US Government Accountability Office), *Rapport sur le Plan Colombia*, 6 oct. 2008, disponible sur le site Internet gao.gov/products/GAO-09-71. Pour une analyse du Plan et de ses résultats, cf. aussi Center for International Policy, « Plan Colombia and Beyond », 5 nov. 2008, disponible sur le site Internet www.cipcol.org/?p=696.

⁵⁰ Socorro RAMIREZ, « Actores europeos ante el conflicto colombiano », in Francisco GUTIERREZ / María Emma WILLS / Gonzalo SANCHEZ GOMEZ (dir.), *Nuestra guerra sin nombre – transformaciones del conflicto en Colombia*, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI)/Norma, Bogota, 2006, pp. 71-103.

Proche idéologiquement des FARC, il cherche à les faire reconnaître comme interlocuteurs légitimes par la communauté internationale, mais, soucieux de ménager les opinions publiques, notamment colombienne, il se défend de leur apporter quelque soutien que ce soit⁵¹.

L'année 2009 s'ouvre avec la mise en place d'une nouvelle administration à Washington. A gauche toute ? Rien n'est moins sûr. Si le démocrate Barack Obama a fait connaître sa volonté de déployer une nouvelle lecture des affaires du monde, il a aussi clairement affirmé son soutien à la politique répressive de l'Etat colombien, allant jusqu'à lui reconnaître le droit de défendre ses intérêts en portant le fer à ses opposants « terroristes » où qu'ils soient, y compris en dehors du territoire national. Le Plan Colombie sera vraisemblablement maintenu, voire amplifié, du moins pour ce qui relève de la lutte contre le narcotrafic. Il sera sans doute assorti de conditions nouvelles, relatives notamment au respect des droits de l'homme, mais la stratégie globale ne devrait pas connaître d'infléchissement notable.

Dans ce contexte, le gouvernement colombien entretient deux fronts simultanés. Sur le front intérieur, il adopte, on l'a vu, une politique offensive, n'accordant que peu d'espace à la construction d'une « *grammaire de la réconciliation* »⁵². Sur le front extérieur, il adopte une politique alternant la prudence que lui impose son relatif isolement et l'agression ciblée que lui dicte sa perception de l'intérêt national. L'attitude qu'adoptera finalement l'administration Obama déterminera dans une large mesure l'évolution à court et moyen termes du conflit colombien, ouvrant de nouveaux champs à l'indispensable négociation ou fermant la porte, sans doute pour longtemps encore, à toute perspective de paix.

⁵¹ Socorro RAMIREZ, « La ambigua regionalización del conflicto colombiano », *ibid.*

⁵² Judith NIETO / Mario LÓPEZ MARTÍNEZ, « ¿ Justicia sin víctimas ? ¿ Paz con derrotados ? », *Estudios Políticos*, n° 30, janv.-juin 2007, pp. 169-184.